

(1)

(N° 19.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 10 DÉCEMBRE 1880.

Convention consulaire conclue, le 10 novembre 1880, entre la Belgique et le Portugal.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Conformément aux ordres du Roi, j'ai l'honneur de soumettre à vos délibérations un projet de loi portant approbation de la convention consulaire qui vient d'être conclue entre la Belgique et le Portugal.

Cet acte diplomatique vient combler une lacune que l'avenir pouvait rendre importante. Non seulement il était désirable que nos rapports avec le Portugal fussent réglés au point de vue des attributions consulaires, mais il était utile, de l'avis tant du Gouvernement belge que du Gouvernement portugais, que, dans les possessions portugaises d'outre-mer, nos agents, comme les autorités coloniales, fussent mis à même de connaître la limite exacte de leurs droits et de leurs devoirs. L'opportunité de notre convention ne peut donc être niée. au moment où l'établissement de relations nouvelles avec l'Afrique est l'objectif des nations industrielles et commerçantes, et où des agences consulaires belges dans les possessions portugaises peuvent, d'un jour à l'autre, être créées pour seconder la mission de notre consulat général à la côte occidentale.

L'arrangement qui vous est soumis a été calqué sur celui que nous avons conclu avec l'Italie, le 22 juillet 1878. Il ne présente avec ce dernier que des différences légères portant sur les articles 14 et 15.

Il a été ajouté au premier de ces articles, à la demande du Gouvernement portugais, un paragraphe ainsi conçu :

« Les habitants du pays qui se trouveraient intéressés dans les objets sauvés
» pourront avoir recours à l'autorité locale compétente pour toutes les questions
» concernant la revendication, la remise ou la vente desdits objets, ainsi que
» pour les dépenses de sauvetage et de conservation. »

L'addition de ce paragraphe a pour but de permettre aux intéressés de faire valoir devant l'autorité locale leurs réclamations, soit à raison des frais de sauvetage, soit à raison des intérêts qu'ils peuvent avoir dans la cargaison du navire

naufagé. Cette disposition évite aux intéressés les lenteurs et les difficultés d'un recours éventuel auprès des autorités du pays auquel appartient le navire naufragé, après qu'il aurait été fait remise à ces autorités du produit des opérations de vente et d'administration. Elle est d'accord, au surplus, avec le paragraphe final de l'article 13 relatif aux avaries.

L'article 15 a été modifié sur deux points :

Le paragraphe premier, tel qu'il est rédigé dans notre convention, introduit l'obligation réciproque, pour les autorités locales de chacun des deux pays, de donner avis à l'agent consulaire de l'autre pays, du décès d'un de ses ressortissants *dans toutes les circonstances*; la condition de l'inexistence de tout héritier connu ou d'un exécuteur testamentaire est donc supprimée.

Le deuxième paragraphe substituée aux termes *en cas de minorité* employés dans la convention belge-italienne, la formule plus générale : *en cas d'incapacité*. Cette rédaction investit les agents du service consulaire du droit de faire, concurremment avec l'autorité locale, tous les actes de conservation et d'administration de la succession d'un de leurs ressortissants, dans *tous les cas* où les héritiers sont empêchés d'agir.

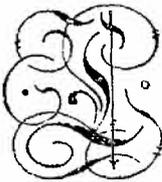
Pour le surplus, Messieurs, je crois pouvoir me référer à l'exposé des motifs de la Convention consulaire avec l'Italie. (Documents de la Chambre, n° 4, séance du 1^{er} août 1878.)

J'ai la confiance, Messieurs, que vous sanctionnerez par votre vote l'accord intervenu entre la Belgique et le Portugal, et je viens vous prier de vouloir bien mettre le projet de loi qui concerne cet acte international à l'ordre du jour de vos prochaines délibérations.

Le Ministre des Affaires Etrangères,

FRÈRE-ORBAN.

PROJET DE LOI.

 **Léopold II,****ROI DES BELGES,***A tous présents et à venir, salut.*

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires Étrangères,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Étrangères est chargé de présenter, en Notre nom, aux Chambres le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

La convention consulaire conclue, le 10 novembre 1880, entre la Belgique et le Portugal, sortira son plein et entier effet.

Donné à Bruxelles, le 27 novembre 1880.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires Étrangères,

FRÈRE-ORBAN.

CONVENTION.

Sa Majesté le Roi des Belges et Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, également animés du désir de déterminer avec toute l'extension et la clarté possibles les droits, privilèges et immunités réciproques des agents consulaires respectifs, ainsi que leurs fonctions et les obligations auxquelles ils seront soumis dans les deux pays, ont résolu de conclure une convention consulaire et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi des Belges, le baron Edmond de Pitteurs-Hiegaerts, Officier de l'ordre de Léopold, Chevalier de 2^e classe de la Couronne de fer d'Autriche, Commandeur de l'ordre de la Couronne de Prusse, de l'ordre de Charles III d'Espagne, de la Légion d'honneur de France, etc., etc., etc., Son Ministre Résident près Sa Majesté Très fidèle;

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, le sieur Anselme-Joseph Braamcamp, du conseil de Sa Majesté et conseiller d'État, président du conseil des ministres et Ministre et secrétaire d'État au Département des Affaires Étrangères, député de la Nation Portugaise, grand-Croix de l'ordre militaire du Christ, grand-Croix de l'ancien et très noble ordre de la Tour et l'Épée et d'autres ordres étrangers, etc., etc., etc.

Lesquels, ayant échangé leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER.

Chacune des Hautes Parties contractantes consent à admettre des consuls

Sua Magestade o Rei dos Belgas e Sua Magestade o Rei de Portugal e dos Algarves, igualmente animados do desejo de determinar com todo o desenvolvimento e clareza possiveis os direitos, privilegios e immuidades reciprocas dos respectivos agentes consulares, bem como as suas funcções e as obrigações as quaes ficarão sujeitos nos dous paizes, resolveram concluir uma convenção consular; e nomearam para seus plenipotenciarios, a saber :

Sua Magestade o Rei dos Belgas o barão Edmundo de Pitteurs-Hiegaerts, official da ordem de Leopoldo, cavalleiro de 2^a classe da Coroa de ferro d'Austria, commendador da ordem da Coroa da Prussia, da ordem de Carlos III de Hespanha, da Legião de Honra de França, etc., etc., etc., Seu Ministro Residente junto de sua Magestade Fidelissima.

Sua Magestade o Rei de Portugal e dos Algarves o sr Anselmo-José Braamcamp, do conselho de Sua Magestade e do d'Estado, presidente do conselho de ministros e Ministro e secretario d'Estado dos Negocios Estrangeiros, Deputado da Nação Portuguesa, Gran-Cruz da ordem militar de nosso senhor Jesus-Christo, Gran-Cruz da antiga e muito nobre ordem da Torre e Espada, e de varias ordens estrangeiras, etc., etc., etc.,

Os quaes havendo trocado os seus ple-nos poderes respectivos, que acharam em boa e devida forma, convieram nos artigos seguintes :

ARTIGO 1^o.

Cada uma das Altas Partes contractantes consente em admitter consules geraes,

généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires dans tous les ports, villes et places, exceptés dans les localités où il y aurait inconvénient à admettre de tels agents.

Cette réserve, toutefois, ne sera pas appliquée à l'une des Hautes Parties contractantes sans l'être également à toute autre puissance.

ART. 2.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires de chacune des deux Hautes Parties contractantes jouiront réciproquement dans les États de l'autre, de tous les privilèges, exemptions et immunités dont jouissent les agents du même rang et de la même qualité de la nation la plus favorisée. Les dits agents, avant d'être admis à l'exercice de leurs fonctions et de jouir des immunités qui y sont attachées, devront produire une commission dans la forme établie par les lois de leurs pays respectifs. Le Gouvernement territorial de chacune des deux Hautes Parties contractantes leur délivrera, sans aucun frais, l'exéquatur nécessaire à l'exercice de leurs fonctions, et, sur l'exhibition de cette pièce, ils jouiront des droits, prérogatives et immunités accordés par la présente convention.

ART. 3.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, citoyens de l'État qui les a nommés, ne pourront être arrêtés préventivement que dans le cas de crime, qualifié et puni comme tel par la législation locale; ils seront exempts du logement militaire, de tout service tant dans l'armée régulière de terre ou de mer, que dans la garde nationale ou civique ou milice; ils seront de même exempts de toutes les contributions directes au profit de l'État, des provinces ou des communes, et dont la perception se fait sur des listes nominatives, à moins qu'elles

consules, vice-consules e agentes consulares em todos os seus portos, cidades e localidades, com excepção d'aquelles sitios onde houver inconveniente em admitir taes agentes.

Esta excepção, porém, não sera applicada a uma das Altas Partes contractantes, sem que o seja igualmente a quaesquer outras potencias.

ARTIGO 2º.

Os consules geraes, consules, vice-consules et agentes consulares de cada uma das duas Altas Partes contractantes gozarão reciprocamente nos Estados da outra, de todos os privilegios, isempções e immuni-dades de que gozam os agentes da mesma classe e da mesma cathegoria da nação mais fovorecida. Os ditos agentes antes de serem admitidos ao exercicio das suas funcções e de gozarem das immuni-dades que hes são inherentes deverão apresentar um diploma segundo a forma estabelecida pelas leis dos seus respectivos paizes. O Governo territorial de cada uma das duas Altas Partes contractantes lhes passara gratuitamente, o exequatur necessario ao exercicio das suas funcções, e mediante a apresentação d'este documento, gozarao dos direitos, prerogativas e immuni-dades concedidas pela presente convenção.

ARTIGO 3.

Os consules geraes, consules, vice-consules e agentes consulares, cidadãos do Estado que os nomeou não poderão ser presos preventivamente senão no caso de crime, qualificado e punido como tal pela legislação local; estarão isemptos de aboletamentos militares, de todo o serviço, tanto no exercito regular de terra ou de mar, comona guarda nacional ou civica, ou na milicia; serão da mesma forma isemptos de todas as contribuições directas em proveito do Estado, das provincias ou dos municipios e cuja percepção se faz sobre listas nominativas, excepto se forem impostas em

ne soient imposées à raison de la possession de biens immeubles ou sur les intérêts d'un capital employé dans l'État où lesdits agents exercent leurs fonctions. Cette exemption ne pourra cependant pas s'appliquer aux consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires qui exerceraient une profession, une industrie ou un commerce quelconque, les dits agents devant, en ce cas, être soumis au paiement des taxes dues par tout autre étranger dans les mêmes conditions.

ART. 4.

Quand la justice de l'un des deux pays aura quelque déclaration juridique ou déposition à recevoir d'un consul général, d'un consul, d'un vice-consul ou d'un agent consulaire, citoyen de l'État qui l'a nommé et n'exerçant aucun commerce, elle l'invitera par écrit à se présenter devant elle, et, en cas d'empêchement, elle devra lui demander son témoignage par écrit, ou se transporter à sa demeure ou chancellerie pour l'obtenir de vive voix.

Ledit agent devra satisfaire à cette demande dans le plus bref délai possible.

ART. 5.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires pourront placer au-dessus de la porte extérieure de leurs chancelleries un écusson aux armes de leur nation, avec une inscription portant ces mots : Consulat général, consulat, vice-consulat ou agent consulaire de Belgique ou de Portugal.

Ils pourront aussi y arborer le drapeau de leur nation, excepté dans la capitale du pays, s'il s'y trouve une légation. Ils pourront de même arborer le pavillon national sur le bateau qu'ils monteront dans le port pour l'exercice de leurs fonctions.

ART. 6.

Les chancelleries consulaires seront en

razão da posse de bens immoveis ou sobre os juros de um capital empregado no Estado onde os ditos agentes exercem as suas funções. Esta isenção não podera comtudo applicar se aos consules geraes, consules, vice-consules ou agentes consulares que exercerem uma profissão, industria ou commercio qualquer ficando os ditos agentes n'este caso sujeitos ao pagamento dos impostos pagos por qualquer outro estrangeiro nas mesmas condições.

ARTIGO 4.

Quando a justiça de um dos dous paizes tiver que receber alguma declaração juridica ou algum depoimento de um consul geral, de um consul, de um vice-consul, ou de um agente consular, cidadão do Estado que o nomeou, e que nao exerça commercio algum, convidal-o-ha por escripto a apresentar se perante ella; e no caso de impedimento, devera pedir lhe o seu testemunho por escripto, ou dirigir-se a' sua residencia ou chancellaria para o obter de viva voz.

O dito agente devera satisfazer este pedido no prazo de tempo mais curto que for possível.

ARTIGO 5.

Os consules geraes, consules, vice-consules e agentes consulares poderão collocar, por cima da porta exterior das suas chancellarias, um escudo com as armas da sua nação, com uma inscripção contendo estas palavras : Consulado geral, consulado, vice-consulado ou agente consular da Belgica ou de Portugal,

Poderão tambem arvorar no consulado a bandeira da sua nação, excepto na capital do paiz, se n'ella ouver uma legação. Poderão igualmente arvorar o pavilhão nacional no barco onde navegarem no porto para exercerem as suas funções.

ARTIGO 6.

As chancellarias consulares serão em

tout temps inviolables. Les autorités locales ne pourront les envahir sous aucun prétexte. Elles ne pourront, dans aucun cas, visiter ni saisir les papiers qui y seront enfermés. Les chancelleries consulaires ne sauraient, dans aucun cas, servir de lieux d'asile, et si un agent du service consulaire est engagé dans d'autres affaires, les papiers se rapportant au consulat seront tenus séparément.

ART. 7.

En cas de décès, d'empêchement ou d'absence des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, leurs chanceliers ou secrétaires, après que leur caractère officiel aura été notifié au Ministère des Affaires Étrangères en Belgique ou au Ministère des Affaires Étrangères en Portugal, seront de plein droit admis à gérer, par intérim, les affaires des postes respectifs; ils jouiront, pendant toute la durée de cette gestion temporaire, de tous les droits, prérogatives et immunités accordés aux titulaires.

ART. 8.

Les consuls généraux et consuls pourront, pour autant que les lois de leur pays le leur permettent, nommer, avec l'approbation de leurs Gouvernements respectifs, des vice-consuls et agents consulaires dans les villes, ports et places compris dans leur arrondissement. Ces agents pourront être choisis indistinctement parmi les Belges, les Portugais ou les citoyens d'autres pays. Ils seront munis d'une commission régulière et jouiront des privilèges stipulés dans cette convention en faveur des agents du service consulaire, en se soumettant aux exceptions spécifiées dans les articles 3 et 4.

ART. 9.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires auront le droit de s'adresser aux autorités administratives ou judiciaires, soit de l'État, de

todo o tempo invioláveis. As auctoridades locais não poderão invadir-as, sob pretexto algum. Não poderão, em caso algum, revistar nem apoderarem se dos papeis que existirem nas mesmas chancellarias. As chancellarias consulares não servirão em caso algum, de logares d'asylo, e se um agente do serviço consular se occupar de outros negocios, os papeis concernentes ao consulado conservar se hão separados.

ARTIGO 7.

No caso de morte, de impedimento ou de ausencia dos consules geraes, consules, vice-consules e agentes consulares, os seus chanceleres ou secretarios serão de pleno direito admittidos a gerir interinamente os negocios dos respectivos postos, depois de haver sido notificado o seu caracter official no Ministerio dos Negocios Estrangeiros na Belgica ou no Ministerio dos Negocios Estrangeiros em Portugal; e gozarão, enquanto durar a sua gerencia temporaria de todos os direitos, prerogativas e immunidades concedidas aos titulares.

ARTIGO 8.

Os consules geraes e consules poderão quando as leis do seu paiz lho permittam nomear com a approvação dos seus Governos respectivos, vice-consules e agentes consulares nas cidades, portos e localidades comprehendidas na sua circumscripção. Esses agentes poderão ser escolhidos indistinctamente entre os Belgas, os Portuguezes ou os cidadãos d'outros paizes. Serão providos de um diploma regular, e gozarão dos privilegios estipulados n'esta convenção em favor dos agentes do serviço consular, submettendo se as exepções especificadas nos artigos 3 e 4.

ARTIGO 9.

Os consules geraes, consules, vice-consules e agentes consulares terão o direito de se dirigirem as auctoridades administrativas ou judiciaes, quer do Estado, quer

la province ou de la commune des pays respectifs dans toute l'étendue de leur arrondissement consulaire, pour réclamer contre toute infraction aux traités ou conventions existant entre la Belgique et le Portugal, et pour protéger les droits et les intérêts de leurs nationaux.

S'il n'était pas fait droit à leur réclamation, lesdits agents, en l'absence d'un agent diplomatique de leur pays, pourront recourir directement au gouvernement du pays dans lequel ils exercent leurs fonctions.

ART. 10.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires auront le droit de recevoir dans leurs chancelleries, dans leur demeure privée, dans celle des parties ou à bord des bâtiments, les déclarations des capitaines et équipages des navires de leur pays, des passagers qui se trouvent à bord et de tout autre citoyen de leur nation.

Lesdits agents auront, en outre, le droit de recevoir, conformément aux lois et règlements de leur pays, dans leurs chancelleries ou bureaux, tous actes conventionnels passés entre des citoyens de leur pays et des citoyens ou autres habitants du pays où ils résident et même tous actes de ces derniers, pourvu que ces actes aient rapport à des biens situés ou à des affaires à traiter sur le territoire de la nation à laquelle appartiendra le consul ou l'agent devant lequel ils seront passés.

Les expéditions desdits actes, et les documents officiels de toute espèce, soit en original, ou copie, ou en traduction, dûment légalisés par les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires, et munis de leur cachet officiel, feront foi en justice dans tous les tribunaux de Belgique et de Portugal.

ART. 11.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires respectifs

da provincia ou do municipio dos respectivos paizes, em toda a extensão da sua circumscripção consular, para reclamarem contra qualquer infracção dos tratados ou convenções existentes entre a Belgica e Portugal e para protegerem os direitos e os interesses dos seus nacionaes.

Se a sua reclamação não fôr attendida os ditos agentes poderão na ausencia de um agente diplomatico do seu paiz, recorrer directamente ao Governo do paiz no qual exercem as suas funcções.

ARTIGO 10.

Os consules geraes, consules, vice-consules e agentes consulares terão o direito de receber nas suas chancellarias, na sua residencia privada, na residencia das partes ou a bordo dos navios as declarações dos capitães e tripulações dos navios do seu paiz, dos passageiros que se acham a bordo, e de qualquer outro cidadão da sua nação. Os ditos agentes terão, alem d'isso, o direito de receber, em conformidade com as leis e regulamentos do seu paiz, nas suas chancellarias ou escriptorios, todos os actos convencionaes celebrados entre cidadãos do seu paiz, e cidadãos ou outros habitantes do paiz onde residem, e mesmo todos os actos d'estes ultimos, comtanto que esses actos tenham relação com bens situados ou com negocios que hajam de ser tratados no territorio da nação a que pertencer o consul ou o agente perante o qual forem celebrados.

As copias dos ditos actos, e os documentos officiaes de toda a especie quer no original, quer em copia ou em traducção, devidamente legalizados pelos consules geraes, consules, vice-consules ou agentes consulares, e munidos do seu sello official, farão fé em justiça em todos os tribunaes da Belgica e de Portugal.

ARTIGO 11.

Os consules geraes, consules, vice-consules e agentes consulares respectivos serão

seront exclusivement chargés du maintien de l'ordre intérieur à bord des navires de commerce de leur nation et connaîtront seuls de tous différends qui se seront élevés en mer ou s'élèveront dans les ports entre les capitaines, les officiers et les hommes de l'équipage, à quelque titre que ce soit, particulièrement pour le règlement des salaires et l'exécution des engagements réciproquement consentis.

Les autorités locales ne pourront intervenir que lorsque les désordres survenus seraient de nature à troubler la tranquillité et l'ordre public à terre ou dans le port, ou quand une personne du pays ou ne faisant pas partie de l'équipage s'y trouvera mêlée.

Dans tous les autres cas, les autorités précitées se borneront à prêter tout appui aux consuls et vice-consuls ou agents consulaires, si elles en sont requises par eux, pour faire arrêter et conduire en prison tout individu inscrit sur le rôle de l'équipage, chaque fois que, pour un motif quelconque, lesdits agents le jugeront convenable.

ART. 12.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires pourront faire arrêter les officiers, matelots et toutes les autres personnes faisant partie des équipages, à quelque titre que ce soit, des bâtiments de guerre ou de commerce de leur nation, qui seraient prévenus ou accusés d'avoir déserté lesdits bâtiments, pour les renvoyer à bord ou les transporter dans leur pays. A cet effet, ils s'adresseront, par écrit, aux autorités locales compétentes des pays respectifs et leur feront, par écrit, la demande de ces déserteurs, en justifiant, par l'exhibition des registres du bâtiment ou du rôle d'équipage ou par d'autres documents officiels, que les hommes qu'ils réclament faisaient partie dudit équipage.

Sur cette seule demande ainsi justifiée,

exclusivamente encarregados da conservação da ordem interior a bordo dos navios de commercio da sua nação, e tomarão elles s'ocorhecimento de todas as questões que se houverem suscitado no mar, ou se suscitarem nos portos entre os capitães, os officiaes e os homens da tripulação, qualquer que seja o motivo, particularmente para o ajuste dos salarios e a execução dos contractos reciprocamente consentidos.

As auctoridades locais não poderão intervir senão quando as desordens occorridas forem de natureza tal que perturbem a tranquillidade e a ordem publica em terra ou no porto, ou quando uma pessoa do paiz ou que não faça parte da tripulação se achar envolvida na desordem.

Em todos os outros casos as auctoridades acima citadas se limitarão a prestar todo o apoio aos consules e vice-consules ou agentes consulares, se estes o sollicitarem, para fazerem prender e conduzir a prisão qualquer individuo inscripto no rol d'équipagem, todas as vezes que por um motivo qualquer os ditos agentes o julgarem conveniente.

ARTIGO 12.

Os consules geraes, consules, vice-consules e agentes consulares poderão fazer prender os officiaes, marinheiros e todas as outras pessoas que façam parte das tripulações, seja qual for o seu titulo, dos navios de guerra ou de commercio da sua nação, que sejam indigitadas ou accusadas de haverem desertado dos ditos navios para os reenviarem a bordo ou para os transportarem ao seu paiz. Para este fim, dirigir-se-hão por escripto, as' auctoridades locais competentes dos respectivos paizes, e hes farão por escripto o pedido d'esses desertores, justificando, pela exhibição dos registos do navio ou do rol d'équipagem ou por outros documentos officiaes que os individuos reclamados faziam parte da tripulação.

Em vista d'este unico pedido, assim

la remise des déserteurs ne pourra leur être refusée, à moins qu'il ne soit dûment prouvé qu'ils étaient citoyens du pays où l'extradition est réclamée, au moment de leur inscription sur le rôle. Il leur sera donné toute aide et protection pour la recherche, la saisie et l'arrestation de ces déserteurs, qui seront même détenus et gardés dans les prisons du pays, à la réquisition et aux frais des consuls, jusqu'à ce que ces agents aient trouvé une occasion de les faire partir. Si pourtant cette occasion ne se présentait pas dans un délai de trois mois à partir du jour de l'arrestation, les déserteurs seraient mis en liberté et ne pourraient plus être arrêtés pour la même cause.

Si le déserteur avait commis quelque délit, son extradition serait différée jusqu'à ce que le tribunal qui a droit d'en connaître, ait rendu son jugement et que celui-ci ait eu son effet.

ART. 13.

A moins de stipulations contraires entre les armateurs, chargeurs et assureurs, toutes avaries essayées à la mer par les navires des deux pays, soit qu'ils abordent volontairement au port, soit qu'ils se trouvent en relâche forcée, seront réglées par les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires des pays respectifs.

Si cependant des habitants du pays ou des citoyens d'une tierce nation se trouvaient intéressés dans lesdites avaries et que les parties ne pussent s'entendre à l'amiable, le recours à l'autorité locale compétente serait de droit.

ART. 14.

Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires belges naufragés sur les côtes de Portugal et des navires portugais sur les côtes de Belgique seront respectivement dirigées par les consuls généraux, consuls et vice-consuls de Belgique en Portugal, et par les consuls-généraux,

justificado, a entrega dos desertores não podera ser lhes recusada, salvo se for devidamente provado que eram cidadãos do paiz oude e' reclamada a extradição, ao tempo da sua inscripção no rol. Ser-lhes-ha dado todo o auxilio e protecção para as pesquisas, apprehensão e prisão d'esses desertores, que serão mesmo detidos e guardados nas prisões do paiz em virtude de requisição e a custa dos consules, até que estes agentes encontrem occasião de os fazer partir. Se porem essa occasião não se offerecer n'um prazo de trez mezes a contar do dia da prisão, os desertores serão postos em liberdade, e não poderão tornar a ser presos pela mesma causa.

Se o desertor tiver committido algum delicto, a sua extradição será demorada até que o tribunal competente, tenha proferido a sua sentença e que esta tenha tido execução,

ARTIGO 13.

Não havendo estipulações contrarias entre os armadores, carregadores e seguradores, todas as avarias soffridas no mar pelos navios dos dous paizes, quer estes navios entrem voluntariamente no porto, quer entrem em arribada forçada, serão reguladas pelos consules geraes, consules, vice-consules ou agentes consulares dos paizes respectivos.

Se porem habitantes do paiz ou cidadãos de uma terceira nação se acharem interessados nas ditas avarias, e as partes não se poderem entender amigavelmente orecurso á auctoridade local competente sera de direito.

ARTIGO 14.

Todas as operacões relativas ao salvamento dos navios belgas naufragados nas costas de Portugal, e dos navios portuguezes naufragados nas costas da Belgica, serão respectivamente dirigidas pelos consules geraes, consules e vice-consules da Belgica em Portugal, e pelos consules

consuls et vice-consuls de Portugal en Belgique, et, jusqu'à leur arrivée, par les agents consulaires respectifs là où il existera une agence; dans les lieux et ports où il n'existerait pas d'agence, les autorités locales auront, en attendant l'arrivée du consul dans l'arrondissement duquel le naufrage aurait eu lieu et qui devrait être immédiatement prévenu, à prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des effets naufragés.

Les autorités locales n'auront d'ailleurs à intervenir que pour maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs, s'ils sont étrangers aux équipages naufragés, et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées.

Il est bien entendu que ces marchandises ne seront tenues à aucun droit de douane, à moins qu'elles ne soient destinées à être livrées à la consommation dans le pays où le naufrage aurait eu lieu.

L'intervention des autorités locales dans ces différents cas n'occasionnera des frais d'aucune espèce, hors ceux auxquels donneraient lieu les opérations du sauvetage et la conservation des objets sauvés, ainsi que ceux auxquels seraient soumis, en pareil cas, les navires nationaux.

Les habitants du pays qui se trouveraient intéressés dans les objets sauvés pourront avoir recours à l'autorité locale compétente pour toutes les questions concernant la revendication, la remise ou la vente des dits objets ainsi que pour les dépenses de sauvetage et de conservation.

ART. 15.

En cas de décès d'un Belge en Portugal ou d'un Portugais en Belgique, les autorités locales compétentes doivent immédiatement en donner avis au consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire le plus rapproché de la nation à laquelle le défunt appartient; ceux-ci, de leur côté, devront donner le même avis aux autorités

geraes, consules e vice-consules de Portugal na Belgica, e até á chegada d'estes pelos agentes consulares respectivos, nos sitios onde existir uma agencia; nos logares e portos onde não existir agencia, enquanto se espera a chegada do consul em cuja circumscripção succeder o naufragio, o qual consul devera ser immediatamente prevenido as auctoridades locais tomarão todas as medidas ne cessarias para a protecção dos individuos, e para a conservação dos objectos naufragados.

As auctoridades locais só tem de intervir para manterem a ordem, garantirem os interesses dos salvadores se forem estranhos as tripulações naufragadas, e assegurarem a execução das disposições que cumpre observar na entrada e sahida das mercadorias salvas.

Fica entendido que essas mercadorias não são sujeitas a direito algum de alfandega, salvo se forem destinadas ao consumo no paiz onde accorrer o naufragio.

A intervenção das auctoridades locais n'estes diferentes casos não dará origem a despesa de especie alguma, excepto a que resultar das operações de salvamento e da conservação dos objectos salvados, bem como a que houvessem de pagar, em casos identicos, os navios nationaes.

Os habitantes do paiz que se acharem interessados nos objectos salvados poderão recorrer a auctoridade local competente para todas as questões concernentes a' révindicação, entrega ou venda dos dits objectos bem como as' despesas de salvamento e conservação.

ARTIGO 15.

No caso de fallecimento de um Belga em Portugal ou de um Portuguez na Belgica, as auctaridades locais competentes devem immediatamente avisar o consul geral, consul, vice-consul ou agente consular mais proximo da nação a que pertencer o fallecido; pela sua parte os funcionarios consulares avisarão as auc-

locales lorsqu'ils en seront informés les premiers.

En cas d'incapacité ou d'absence des héritiers ou d'absence des exécuteurs testamentaires les agents du service consulaire, concurremment avec l'autorité locale compétente, auront le droit, conformément aux lois de leurs pays respectifs, de faire tous actes nécessaires à la conservation et à l'administration de la succession, notamment d'apposer et de lever les scellés, de former l'inventaire, d'administrer et de liquider la succession, en un mot de prendre toutes les mesures nécessaires à la sauvegarde des héritiers, sauf le cas où naîtraient des *contestations* lesquelles devraient être décidées par les tribunaux compétents du pays où la succession est ouverte.

ART. 16.

La présente convention restera en vigueur pendant six ans à partir de l'échange des ratifications qui sera fait à Lisbonne dans le délai de huit mois ou plus tôt si faire se peut. Dans le cas où aucune des parties contractantes n'aurait notifié douze mois avant l'expiration de la dite période son intention de ne pas renouveler cette convention, celle-ci continuera à rester en vigueur encore une année, et ainsi de suite, jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre l'aura dénoncée.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et scellée en double original.

Fait à Lisbonne, le dix novembre mil huit cent quatre-vingt.

(S.) B^r DE PITTEURS-HIEGAERTS.

toridades locais quando forem primeiramente informados.

No caso de incapacidade ou de ausencia dos herdeiros, ou de ausencia dos executores testamentarios, os agentes do serviço consular conjunctamente com a auctoridade local competente terão o direito na conformidade das leis dos seus respectivos paizes, de practicarem todos os actos necessários à conservação e à administração da herança e designadamente de pôr e levantar os sellos, formar o inventario, administrar e liquidar a herança, n'uma palavra tomar todas as medidas necessarias a salvagarda dos herdeiros, salvo o caso em que se originassem *contestações*, as quaes deverão ser dicitadas pelos tribunaes competentes do paiz oude a successão fôr aberta.

ARTIGO 16.

A presente convenção estara em vigor durante seis annos a contar da troca das ratificações que será feita em Lisboa no prazo de oito mezes, ou em prazo mais curto se for possível. No caso em que nenhuma das partes contractantes notificasse doze mezes antes de expirar o dito periodo, a sua intenção de renovar esta convenção a mesma convenção ficara em vigor por mais um anno, e assim successivamente até finalizar um anno a contar do dia em que uma ou outra a houver denunciado.

Em fé do que os plenipotenciarios respectivos a assignaram e sellaram em duplicado.

Feita em Lisboa aos dez de novembro de mil oitocentos e oitenta.

(S.) ANSELMO-JOSEPH BRAAMCAMP.

